

édition de JUILLET 2010

AuberCOM

journal des communistes D'AUBERVILLIERS

À Aubervilliers, tous ensemble pour la défense de notre système de retraite !



- Le 25 mai : réunion-débat avec Gérard Filoche (photo ci-contre) co-organisée avec la section d'Aubervilliers du PCF.
- Le 27 mai : manifestation intersyndicale à laquelle les militants communistes ont massivement participé.

Nous voulons :

- Le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans.
- 37,5 annuités de cotisation dans le public et dans le privé.
- Une meilleure prise en compte de la pénibilité des métiers.

Pour cela, il faut :

- Une réforme de l'assiette des cotisations patronales.
- Une cotisation nouvelle sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières.
- Sécuriser l'emploi et la formation tout au long de la vie.
- Supprimer les exonérations de cotisations patronales qui ne créent pas d'emplois et tendent à tirer les salaires vers le bas.

Le 24 juin, nous avons été encore plus nombreux : 2 millions dans les rues pour faire plier le gouvernement et imposer nos choix !



Le billet de
Pascal Beudet

L'ESPOIR ET LA VOLONTÉ

C'est peu dire que tout le monde est inquiet. Employés, ouvriers, chômeurs, retraités, enseignants, acteurs de la vie artistique et culturelle, personnel de la santé, sans papiers, sans toits, précarisés, maltraités par le système...

Bref, il ne se passe pas un jour sans que je rencontre dans la ville des femmes et des hommes, des jeunes qui m'interpellent et, surtout des anciens :

"Monsieur le maire, disent-ils encore, Monsieur BEAUDET, mais où va-t-on ?"

Au climat morose des informations qui, heure après heure, distillent les catastrophes, les guerres, les effondrements économiques et monétaires, les mesures d'austérité qu'on veut faire payer au peuple, s'ajoutent au hasard, deux incendies à Aubervilliers, dont un fera un mort rue Charles Tillon, une violence au couteau entre deux adolescents au lycée Henri Wallon et deux policiers municipaux frappés par un automobiliste irascible...



Faits divers et dégâts sociaux qui pèsent rudement sur le moral des albertivillariens.

suite page 2

L'actualité, c'est aussi sur
<http://pcfaubervilliers.fr>

suite du billet
de Pascal BEAUDET

Faut-il, quand on connaît toutes ces épreuves, en rajouter en limitant pour les collégiens boursiers, le remboursement de la carte Imagine R ou encore en supprimant le chèque ordinateur, sans rien dire de l'augmentation très forte en générale de tous les transports en Ile-de-France par la nouvelle majorité PS/Europe écologie ?

D'autant que les jeunes seront encore les premières victimes des ces ségrégations au moment où le gouvernement leur déclare une hostilité générale en prétendant supprimer 40.000 postes en 3 ans au sein de l'éducation nationale.

Nous entrons donc dans une période délicate et dangereuse. **L'ESPOIR de voir de multiples FRONTS DE GAUCHE, les plus larges possible, se constituer pour commencer à battre Sarkozy et son gouvernement concrètement en le faisant reculer, sur les retraites, le pouvoir d'achat, le logement, l'école, la santé, les services publics est en train de prendre forme... C'est l'urgence.**

L'AVOLONTÉ, c'est de construire, un nouveau pacte populaire sur la base d'engagements précis pour faire payer la crise aux spéculateurs et réorienter l'argent vers le travail et ce qui est utile à l'émancipation humaine. Il doit être soutenu par un vrai **FRONT DE GAUCHE élargi** suffisamment crédible, pour, non seulement balayer Sarkozy et ce qu'il représente en 2012, mais surtout efficace pour sortir notre peuple des carcans économiques et politiques y compris ceux liés à l'actuelle construction européenne incarnée par des traités dont notre peuple ne veut pas.

Dans un tel état de crise du capitalisme qui fait courir le risque d'un retour des nationalismes et des guerres, il ne faut pas se contenter de faire des risettes aux vieilles recettes du libéralisme et du F.M.I.

Il faut une gauche convaincue que seules des mesures radicales peuvent annoncer un vrai CHANGEMENT. Seul cet espoir peut faire ressortir les majorités d'abstentionnistes qui dans notre pays obscurcissent l'avenir de la démocratie française.

PASCAL BEAUDET

Sécurité : au delà des discours, la

En juin dernier, le maire organisait un conseil municipal extraordinaire pour prendre des mesures afin de renforcer la sécurité dans la ville. L'initiative était d'autant plus méritoire que les problèmes sont nombreux et qu'ils détériorent le climat général.

Un an après, force est de constater que les bonnes intentions ne suffisent pas. Ne pas vendre d'alcool dans les épiceries le soir passé 20h ? La mesure semble bien dérisoire face aux réalités.

La petite délinquance urbaine, la violence à fleur de peau qui explose un peu partout dans la ville sont symptomatiques d'une société qui ne va pas. Si les jeunes sont particulièrement voyants parce qu'ils se baladent en groupes et qu'ils ont le verbe haut, ils ne sont pas les seuls, ni même les plus responsables de la situation actuelle.

Pourquoi les villes populaires ont-elles de tels problèmes de délinquance ? Parce qu'une part importante de la population est exclue du

monde du travail. Parce que la société est bloquée et qu'elle ne permet plus de s'insérer par le travail et d'espérer une promotion sociale. Et quand les jeunes ont du travail, ils ont les pires difficultés à trouver un logement.

Ce qui touchait autrefois une minorité de jeunes marginalisés – des petits boulots mal payés, sans espoir de progression – devient malheureusement l'horizon de plus en plus de jeunes. Ils s'en prennent trop souvent à leur environnement immédiat, parce que c'est le plus simple.

Quant aux politiques de l'Etat, elles aggravent une situation déjà difficile. Si demain, comme il le souhaite, Sarkozy applique sa réforme des collectivités territoriales et sa politique de rigueur, les villes populaires seront les premières à en souffrir. La combinaison des deux va se traduire par des moyens en baisse, donc des politiques sociales, éducatives, culturelles, de santé... en diminution.

Alors bien sûr, de temps en temps, on nommera un Préfet de choc en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-de-Marne (tout en continuant à

Les bonnes idées de Luc Chatel

Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, a plein de « bonnes » idées pour arriver à supprimer 17000 postes d'enseignants à la rentrée 2011. C'est ce qu'on découvre dans une note interne à l'origine destinée aux recteurs d'académie, sympathique document qui précise comment « quantifier, à partir de leviers d'efficacité identifiés, les marges de manœuvre par académie, notamment pour 2011 et 2012 ». On appréciera la poésie de la chose.

Manifestation des enseignants à Aubervilliers en février dernier.



Concrètement, les pistes suivantes sont envisagées : augmentation des effectifs par classe, fermeture d'écoles, baisse de la scolarisation à 2 ans, suppression des RASED (réseau d'aide spécialisé dans le primaire).

On se souvient de l'important mouvement des instituteurs d'Aubervilliers l'année dernière

pour maintenir les RASED.

Chatel avait promis de ne plus y toucher. Mais on sait bien ce que sont les promesses de la droite...

La rigueur made in 93

C'est la double-peine pour les habitants de Seine-Saint-Denis ! **Premiers touchés par les plans d'austérité du gouvernement, ils vont aussi avoir à subir les coupes budgétaires opérées par les socialistes à l'échelle du département !** Dans un communiqué du 4 juin, la FCPE du 93 se plaint de la « suppression par le Conseil général d'un certain nombre d'aides dans le domaine de l'accompagnement scolaire ». Tous les domaines sont touchés : **suppression de l'aide à l'achat d'un ordinateur pour les élèves de 6ème, suppression de l'aide au permis de conduire, 3 millions d'euros en moins pour la culture, 3 millions d'euros en moins pour les associations, augmentation de la carte Améthyste, 150 licenciements dans l'administration départementale et liste est encore longue ! Et ils osent appeler ça un budget « de révolte ».** C'est surtout « révoltant ».

D.R.

s, la réalité

supprimer des postes dans la police). Bien sûr, à la veille des élections présidentielles, nous aurons droit à des faits divers sordides pour faire voter « dans leur sens ».

Mais sur le fond, ce sont les politiques de réduction budgétaire, les politiques économiques délirantes qui suppriment des entreprises par centaines, qui sont responsables.

Si on veut que la petite délinquance disparaisse, si on veut que les villes populaires retrouvent le calme, qu'il fasse bon y vivre, il faut changer de politique du tout au tout. Créer de l'emploi, permettre aux gens de vivre dignement avec un salaire décent, construire des logements en quantité suffisante, mener une politique d'éducation, de santé, de recherche, de haut niveau, maintenir la sécurité sociale pour tous et la retraite à 60 ans... tout cela est possible et n'a rien d'utopique puisque la France de l'après-guerre a pu et su le faire.

Caroline Andréani

Une cure d'austérité : pour qui et pour quoi faire ?

Nos dirigeants politiques n'ont que ce mot à la bouche, et pourtant, il ne faut pas le prononcer : « austérité ».

La France serait « surendettée », il faut prendre des mesures draconiennes qui se déclinent par la baisse des dépenses de l'Etat et du nombre de fonctionnaires. Quand tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il faudrait plus de médecins, plus d'infirmières, plus de policiers, plus d'enseignants, plus de travailleurs sociaux, plus, plus, et encore plus..., le gouvernement s'apprête à mener la politique rigoureusement inverse.

Vous aurez remarqué qu'il n'est pas le seul : la même épidémie touche la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, après la Grèce...

Depuis les années 80, et quelle que soit la couleur des dirigeants en place, notre peuple subit les politiques d'austérité, sous des noms divers, avec des prétextes divers. Rappelez-vous la « maîtrise des déficits publics », la « rigueur »... Non seulement ces politiques n'ont rien donné pour le peuple – parce que les élites financières, elles, ont bien engraisé –, mais elles précipitent notre pays vers le gouffre. Le budget de la Défense nationale, lui, n'est pas en baisse. Les millions dépen-

sés dans les aventures néo-coloniales d'Afghanistan et d'ailleurs ne seront pas touchés par l'austérité. Pas plus que les frais de représentation du Président et de « Sa cour », pas plus que l'argent dilapidé dans des politiques européennes ineptes.

Non, ce qui va être directement touché par les politiques d'austérité, c'est au contraire tout ce qui permet de vivre dans une société digne et évoluée : l'éducation, la santé, la recherche, la solidarité nationale... En un mot, on va appliquer à la France ce que le Fonds monétaire international applique depuis 30 ans aux pays du Tiers-monde. Et qui se traduit concrètement par le sous-développement, la misère des peuples, le désespoir grandissant.

Et que croyez-vous ? La droite et malheureusement les socialistes nous y précipitent main dans la main !

Mais nous ne sommes pas obligés de nous laisser faire... ni de les laisser faire !

Rappel : « Une politique d'austérité est une politique financière et économique caractérisée par les restrictions de crédit et la tendance à freiner la consommation »

C.A.

CARTON ROUGE

AVOUS DE JUGER !

DEMOCRATIE LOCALE BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !

Si il y a un domaine emblématique du changement de municipalité, c'est bien celui de la démocratie locale.

La démocratie locale (ou démocratie participative) est apparue dans les années 90. Des villes d'union à direction communiste ont défendu cette idée en voulant confronter leurs projets aux aspirations des habitants, essentiellement au niveau des quartiers.

A Aubervilliers, à partir de 1997, l'équipe municipale conduite par Jack Ralite, et Pascal Beudet, maire-adjoint chargé de ce dossier, ont mis en place des comités consultatifs de quartiers, afin d'être davantage à l'écoute des habitants.

Ce bilan a été attaqué par nos anciens alliés socialistes et verts et dénoncé comme désastreux lors des élections municipales de 2008. Les candidats ont promis monts et merveilles. Il suffit de relire le programme de la liste dirigée par Jacques Salvator et Evelyne Yonnet.

Dans un premier temps, la nouvelle majorité municipale a annoncé que les boutiques de quartier pourraient être purement et simplement supprimées, alors qu'elle promettait l'ouverture de mairies annexes un peu partout dans la ville !

Puis, elle a fait adopter une charte pour régir le fonctionnement des conseils de quartier. Ce qui suppose par définition, qu'on limite et qu'on encadre le fonctionnement de ses structures, à l'encontre du principe même de démocratie participative. La cerise sur le gâteau a été l'élection des équipes d'animation et des présidents de conseils de quartier par les habitants. Une idée qui en soi peut paraître généreuse et qui a permis dans certaines villes d'avancer sur la citoyenneté et la participation des habitants. Mais cela génère un risque : que les élus se défaussent de leurs responsabilités.

Quel bilan peut-on dresser de l'expérience ?

C'est un véritable gâchis.

Certains conseils de quartiers ne se sont pas réunis depuis un an, d'autres ne réunissent plus que cinq habitants. Même pour les réunions d'équipes d'animation, l'ordre du jour est imposé par la municipalité.

Certes, les situations sont différentes d'un quartier à l'autre. Mais l'expérience n'est pas sans dérive clientéliste. **L'exemple du conseil de quartier Maladrerie-Emile Dubois en est la preuve : il s'agit de tenter de casser, pour l'instant en vain, le lien citoyen tissé par les militants et sympathisants communistes du quartier.**

La réunion de bilan des équipes d'animation de mars dernier en mairie s'est fait l'écho du malaise de plusieurs présidents de conseils de quartiers et d'habitants qui ont cru sincèrement dans la démarche, mais qui se demandent aujourd'hui à quoi ils servent. Seront-ils entendus ? Rien n'est moins sûr : l'élue en charge du dossier ne semble pas à l'aise, malgré deux ans de « rodage ».

Au fond, on est bien loin de la pratique démocratique d'une ville où les élus rendaient compte aux citoyens. Certes, tout n'est pas facile à mettre en place, mais les élus de l'actuelle majorité nous ont expliqué avant mars 2008 que tout serait bien mieux lorsqu'ils dirigeraient la ville. Ils ont gagné, le bilan est calamiteux.

Silvere Rozenberg

Muguette Jacquaint reçoit la légion d'honneur.

Mercredi 2 juin, Muguette Jacquaint a reçu, des mains de James Marson, ancien maire de La Courneuve, la médaille de Chevalier de la Légion d'honneur. Députée de la circonscription d'Aubervilliers/La Courneuve/Le Bourget de 1981 à 2007, elle est notamment reconnue pour son action de défense du droit des femmes.

Rendez-vous le 13 juillet

La section d'Aubervilliers du PCF tiendra un stand le 13 juillet au soir à Aubervilliers pour la fête nationale.

Venez rencontrer militants et élus communistes autour de savoureuses brochettes. Un petit parfum de « fête de l'huma » avant l'heure...



PCF
Parti communiste français

Je soutiens le Parti communiste français

Nom
Prénom
Email
Adresse

Je souhaite

- prendre contact avec le PCF
 - faire un don au PCF
- de euros
Chèque à l'ordre de : ADF PCF

Bulletin à retourner à PCF Aubervilliers :
15, rue de la République - 93300 Aubervilliers
Contact possible
via notre site internet :
<http://pcfaubervilliers.fr>

Bon de soutien donnant droit à l'entrée de la Fête

Fête de l'Humanité

www.humanite.fr

10*11*12
septembre 2010



19€
les 3 jours
- 15 ans gratuit

C'est dans 2 mois... ...et ça commence aujourd'hui !

Les vignettes 2010 sont "à dispo" et la vente militante s'organise.

Ces bons de soutien présentent un double intérêt : ils permettent de préparer la fête dans de bonnes conditions et ils offrent à leurs heureux acquéreurs une réduction par rapport au prix d'entrée sur place.

La fête aura cette année 80 ans !

Au delà des festivités, c'est toute l'actualité sociale qui s'invitera au parc de La Courneuve à commencer par la question des retraites et de la rigueur budgétaire. N'en doutons pas, la fête de l'huma sera cette année encore un rendez-vous politique incontournable.

Côté musique, on n'attend rien de moins que Jacques Dutronc, The Prodigy ou Alain Souchon.

Moralité, si vous croisez un militant communiste dans les prochains jours, n'oubliez pas de lui demander de vous vendre la vignette 2010 !